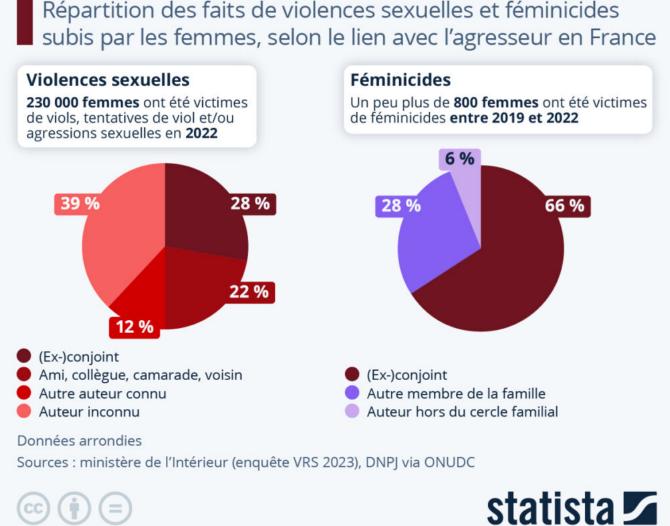


L'ampleur de la violence faite aux femmes dans le cercle conjugal

L'ampleur de la violence faite aux femmes au sein du couple

Répartition des faits de violences sexuelles et féminicides







Dans son dernier <u>rapport annuel</u>, l'Observatoire national des violences faites aux femmes estime que plus de 370 000 femmes ont été victimes de violences physiques, sexuelles et/ou psychologiques ou verbales de la part de leur conjoint ou ex-conjoint en 2022 en France. La violence au sein du couple est caractérisée par la répétition des épisodes violents : sept victimes sur dix (70 %) ont déclaré avoir subi plusieurs fois ce type de violences. Cependant, pour diverses raisons, il reste difficile pour les victimes de pousser la porte d'un commissariat afin d'accéder à la justice. En effet, seule une femme sur sept (16 %) victime de violences conjugales a déclaré avoir déjà déposé plainte.

Les femmes sont les premières victimes des violences conjugales : elles représentent environ trois quarts des victimes de violences au sein du couple, contre 58 % pour l'ensemble des victimes de violences dans le pays. Comme le montre notre infographie, basée sur plusieurs sources (enquête VRS 2023, DNPJ), sur les 230 000 femmes victimes de viols, tentatives de viol et/ou agressions sexuelles en 2022, la plupart (62 %) connaissaient leur agresseur. Dans 28 % des cas, ces violences ont été commises par un conjoint ou ex-conjoint, et dans 22 % des cas, par un ami, collègue, camarade ou voisin. En ce qui concerne les féminicides recensés en France entre 2019 et 2022, soit un peu plus de 800 homicides volontaires, les deux tiers (66 %) ont été perpétrés par un (ex-)conjoint.

Féminicides conjugaux : une centaine de femmes tuées chaque année en France

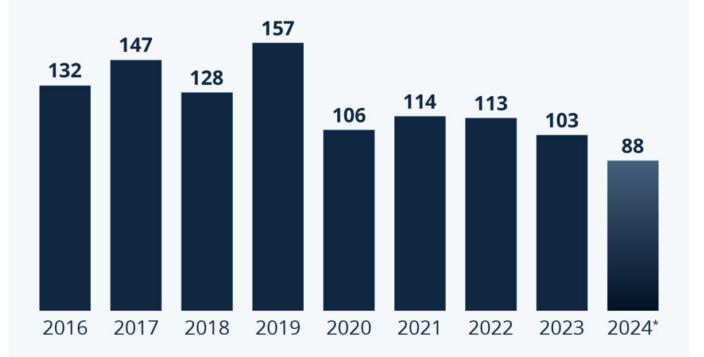
En 2022, l'Observatoire national des violences faites aux femmes estimait le nombre de femmes victimes de violences physiques, sexuelles et/ou psychologiques de la part de leur conjoint ou ex-conjoint à plus de 370 000 par an en France; sept femmes victimes sur dix déclaraient également être victimes de faits répétés. De plus, si plus des trois quarts des victimes d'homicides en France sont des hommes (77 %), le plus souvent en dehors du cadre familial (93 %), les femmes représentent à l'inverse 65 % des victimes dans le cadre familial, et même 73 % dans le cadre conjugal, selon les chiffres de 2023 publiés par le Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI).

D'après les données du collectif <u>Féminicides par compagnon ou ex</u>, sur lesquelles se basent notre infographie, une centaine de femmes sont tuées chaque année par leur compagnon ou ex-compagnon en France. Le collectif, qui recense depuis 2016 les femmes victimes de ces crimes conjugaux en France métropolitaine et dans les DROM-COM, a ainsi décompté 103 femmes victimes de <u>féminicides</u> conjugaux l'an dernier, et chiffre s'élève pour le moment à 88 en 2024 (en date du 7 novembre). Entre 2016 et 2023, 125 victimes ont été dénombrées en moyenne chaque année.



Féminicides conjugaux : une centaine de victimes par an

Nombre de féminicides commis par un compagnon ou ex-compagnon en France, par année



^{*} en date du 7 novembre.

Source: Collectif Féminicides par compagnon ou ex









Plus de 50 000 femmes ont été tuées par un proche en 2023 dans le monde

Selon un <u>nouveau rapport</u> publié par l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), plus de 50 000 femmes et jeunes filles auraient été tuées par des (ex-)conjoints ou des membres de leur famille dans le monde en 2023. En moyenne, cela équivaut à 140 victimes chaque jour. Si les hommes sont beaucoup plus nombreux que les femmes à être tués dans des <u>homicides dans le monde</u> (80 % des

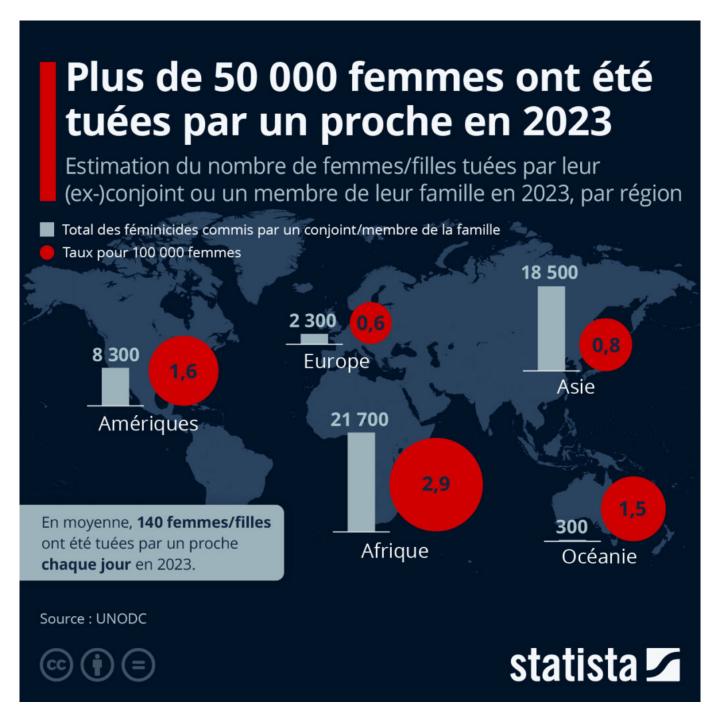




victimes d'homicides étaient des hommes en 2023, la plupart tués par des inconnus), les femmes sont surreprésentées dans les violences familiales, puisque près de 60 % de toutes les femmes tuées volontairement en 2023 ont été victimes d'un homicide commis par un (ex-)conjoint ou un membre de leur famille.

Comme le montre notre carte, basée sur les estimations des Nations unies, les féminicides se produisent dans toutes les régions du globe. En 2023, l'Afrique était la région qui comptait le plus grand nombre de fémicides commis par un conjoint ou membre de la famille, soit 21 700 cas. Les femmes africaines sont également les plus exposées au risque de fémicide, avec 2,9 femmes tuées par un proche pour 100 000 femmes. En chiffres absolus, l'Asie arrive en deuxième position avec 18 500 victimes cette année-là, tandis que les Amériques présentent le deuxième taux de féminicides le plus élevé (1,6 pour 100 000 femmes). Les chercheurs de l'ONU soulignent toutefois que ces chiffres correspondent à des estimations et que la disponibilité des données, c'est-à-dire le nombre de pays communiquant des chiffres sur les féminicides conjugaux et familiaux, a diminué de moitié entre 2020 et 2023.





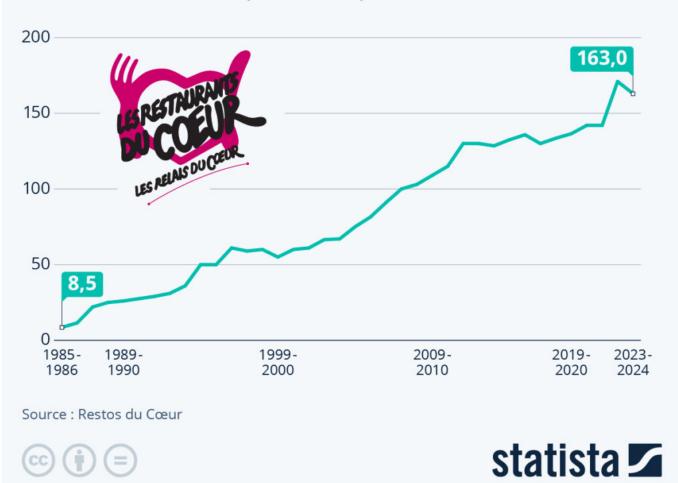
De Valentine Fourreau et Tristan Gaudiaut pour <u>Statista</u>



Les Restos du Cœur distribuent toujours plus de repas

Les Restos du Cœur distribuent toujours plus de repas

Nombre de repas servis par les Restos du Cœur en France entre 1985 et 2024 (en millions)







Les Restos du Cœur viennent de lancer leur 40e campagne de distribution alimentaire. L'association, créée par Coluche en 1985, a failli mettre la clé sous la porte l'année dernière suite déjà des difficultés financières liées à l'inflation ainsi qu'à un afflux historique de bénéficiaires. En septembre 2023, le patron des Restos du Cœur avait annoncé que l'association avait besoin de 35 millions d'euros pour boucler l'année à l'équilibre, et cet appel à la solidarité avait déclenché une avalanche de dons (les joueurs de l'équipe de France de football avaient par exemple reversé leur cachet pour un match).

Comme le montre notre infographie, basée sur les <u>données</u> de l'association, le nombre de repas distribués gratuitement par les équipes des Restos n'a cessé d'augmenter depuis leur création en 1985. Cette première année, 8,5 millions de repas avaient en effet été distribués. Mais en 2022-2023, ce chiffre avait grimpé à 171 millions, soit une multiplication par 20, avant de redescendre légèrement l'an dernier – en raison de l'incapacité de l'association à répondre à la demande. En raison de leurs sévères difficultés, les Restos du Cœur avaient dû revoir à la baisse leurs critères d'éligibilité à l'aide alimentaire et refuser plus de 110 000 inscriptions ; ils avaient malgré tout accueilli plus de 1,3 millions de personnes. Interviewé par France24 mardi, le porte-parole de l'association, Yves Mérillon, a évoqué une statistique inquiétante : l'année dernière, 10 % des personnes aidées par les Restos du Cœur étaient des enfants de moins de trois ans. Ils étaient ainsi 128 000 à dépendre de l'aide alimentaire de l'association.

De Valentine Fourreau pour Statista

McCormick a accueilli une cinquantaine d'enfants pour les goûters du cœur Vahiné

Plus d'un enfant sur cinq ne mange pas trois repas par jour en France



Les privations matérielles et sociales des jeunes générations

Part des enfants et adolescents interrogés en France ayant déclaré se trouver dans les situations suivantes



Base : plus de 20 000 enfants et adolescents (6-18 ans) interrogés en France entre octobre 2023 et mars 2024.

Source: UNICEF - Consultation nationale des 6-18 ans 2024









Selon une <u>étude</u> de l'UNICEF, dont les résultats ont été publiés mardi 19 novembre, à la veille de la Journée internationale des droits de l'enfant, un nombre significatif d'enfants et d'adolescents éprouvent des privations matérielles et sociales en France. Plus de 20 000 enfants et adolescents âgés de 6 à 18 ans ont participé à cette consultation nationale menée entre octobre 2023 et mars 2024. D'après les résultats, plus d'un enfant sur cinq (23 %) ne mange pas trois repas par jour en France et 16 % ont





déclaré éprouver des privations matérielles. De plus, plus d'un sur quatre (26 %) a rapporté des difficultés d'accès à la connaissance et 16 % des difficultés d'accès aux soins dentaires.

Par ailleurs, l'enquête met en évidence des chiffres alarmants concernant le déficit de protection et le rejet social. En effet, 30 % des enfants et adolescents interrogés ont déclaré avoir été blessés physiquement, frappés ou avoir subi des attouchements non désirés par d'autres enfants, et 13 % par des adultes. Elle révèle également que les enfants qui vivent dans des familles monoparentales ou dans des quartiers défavorisés sont beaucoup plus susceptibles de subir un cumul de privations. « Ces privations, souvent cumulatives, engendrent un sentiment d'exclusion profond chez ces enfants et adolescents, qui se sentent contraints par un écart par rapport à la norme, sans nécessairement être plongés dans une détresse absolue », relève l'UNICEF.

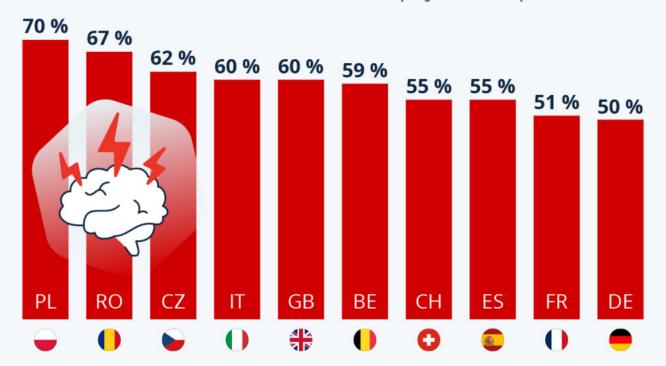
De Tristan Gaudiaut pour Statista

Burn-out : plus de la moitié des Européens concernés



Burn-out : plus de la moitié des Européens concernés

Part des répondants ayant vécu ou s'étant sentis au bord du burn-out dans une sélection de pays d'Europe en 2022



Base : 29 637 personnes (18-99 ans) interrogées dans 15 pays d'Europe en mars et avril 2022.

Burn-out : syndrome d'épuisement professionnel.

Source: STADA Health Report





Non reconnu en tant que maladie professionnelle au sens strict, le burn-out ou syndrome d'épuisement professionnel est un phénomène dont l'ampleur reste difficile à quantifier, car il n'existe pas de diagnostic « officiel » et de statistiques précises à ce sujet. En France, selon diverses études réalisées récemment (Institut de veille sanitaire, cabinets Empreinte Humaine et Technologia), de 30 000 à 3 millions de personnes seraient affectées par une forme plus ou moins grave de souffrance psychique au





travail — et ces chiffres sont en hausse sur les dernières années.

Comme le suggère une <u>étude</u> du groupe pharmaceutique allemand Stada, l'exposition au burn-out concerne de près ou de loin de nombreux salariés en Europe. Ainsi, en 2022, plus de la moitié des répondants interrogés par l'enquête dans quinze pays européens ont affirmé avoir vécu ou s'être sentis au bord d'un burn-out. Comme le détaille notre infographie, la proportion de personnes exposées à ce phénomène variait d'environ la moitié des salariés en Allemagne et en France, à plus des deux tiers en Roumanie et en Pologne.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Accidents du travail : la France mauvaise élève



Accidents du travail: la France mauvaise élève

Nombre d'accidents du travail non mortels recensés pour 100 000 travailleurs en 2023



Le gouvernement cherche à revoir les règles des arrêts maladie dans la fonction publique. Parmi les mesures envisagées figure une extension du délai de carence chez les fonctionnaires de un à trois jours. Il serait alors aligné avec celui du secteur privé. Le gouvernement espère ainsi économiser 289 millions d'euros. Chez les fonctionnaires, le projet est décrié : après une journée de mobilisation le 29 octobre, les syndicats de la fonction public hospitalière ont appelé à la grève à partir du 4 novembre, et jusqu'au 21



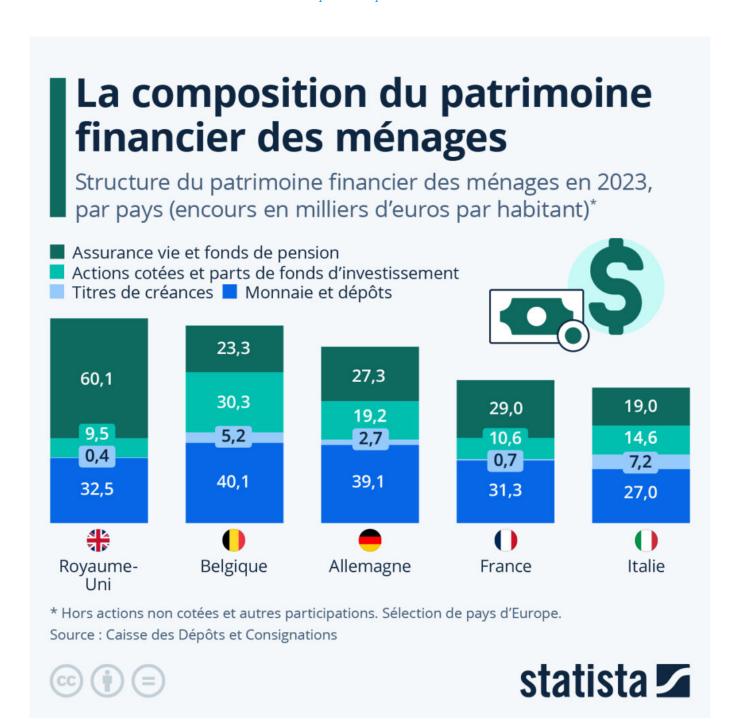
décembre. L'allongement du délai de carence est également qualifié de fausse bonne idée, susceptible de réduire les arrêts courts au profit d'arrêts plus longs. L'exécutif envisage également de réduire l'indemnisation des arrêts maladie : un fonctionnaire en arrêt ne recevrait plus que 90 % de son salaire, contre 100 % à l'heure actuelle.

Le système français est pourtant déjà moins généreux que chez certains de nos voisins européens. En Allemagne, par exemple, les salariés en arrêt maladie touchent 100 % de leur salaire, et ce, jusqu'à six semaines, sans délai de carence. En matière de santé et de sécurité au travail, la France ne fait pas non plus partie des meilleurs élèves européens. Comme le montre notre infographie, basée sur des données compilées par l'Organisation internationale du travail, la France a recensé un nombre important d'accidents du travail non mortels en 2023 : plus de 2 350 pour 100 000 travailleurs, soit plus de deux fois plus qu'en Islande, et presque quatre fois plus qu'à Singapour. Des 27 pays pour lesquels les données sont disponibles pour l'année 2023, seuls la Colombie, l'Argentine, la Turquie et le Luxembourg en avaient recensé plus. L'année précédente, seuls trois pays avaient comptabilisé plus d'accidents du travail non mortels que la France. Leur nombre était cependant moins important en 2023 que les trois années précédentes, au cours desquelles plus de 3 000 accidents du travail non mortels avaient été recensés en France pour 100 000 travailleurs.

De Valentine Fourreau pour Statista

De quoi se compose le patrimoine financier des ménages en Europe ?





Instaurée en 1924 lors du premier Congrès international des caisses d'épargnes, la Journée mondiale de l'épargne se tient chaque année le 31 octobre et a pour vocation de sensibiliser les populations aux bienfaits de l'épargne, qui représente un filet de sécurité économique pour les ménages face aux aléas de la vie et aux situations de crise. À cette occasion, nous nous sommes penchés sur la taille et la composition du patrimoine financier des ménages européens.



Comme le détaillent les <u>données</u> de la Caisse des dépôts et consignations reprises dans notre infographie, les actifs liquides (monnaie et dépôts) représentent la plus grande part du patrimoine financier des ménages en Europe, sauf au Royaume-Uni, où le poids des assurances vie et des fonds de pension est prépondérant (59 % du total en 2023). En France comme en Allemagne, les actifs liquides représentent près de la moitié (44 %) du patrimoine financier des ménages, suivis par les assurances vie et les fonds de pension (respectivement 40 % et 31 % dans ces deux pays). Au sein des pays étudiés, c'est en Belgique que le poids des actions et des parts de fonds d'investissement est le plus important dans le patrimoine financier des ménages (31 % en 2023).

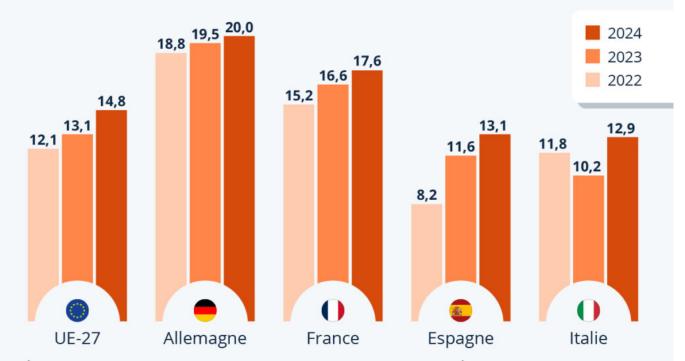
De Tristan Gaudiaut pour Statista

Les taux d'épargne des ménages remontent en Europe



Les taux d'épargne des ménages remontent en Europe

Taux d'épargne bruts des ménages dans les pays de l'UE, au deuxième trimestre des années indiquées (en %)*



^{*} Épargne brute des ménages divisée par le revenu disponible brut. Épargne : partie du revenu disponible qui n'est pas dépensée sous forme de consommation finale.

Source: Eurostat









Le taux d'épargne des ménages s'est redressé dans l'Union européenne (UE) au deuxième trimestre de l'année 2024, s'établissant en moyenne à 14,8 % du revenu disponible des ménages, contre 13,1 % au deuxième trimestre 2023, selon Eurostat. Comme le relève l'office chargé de l'information statistique européenne, il s'agit du taux d'épargne le plus élevé dans l'UE depuis le deuxième trimestre 2021 (15 %).





C'est en Allemagne et en Hongrie que les ménages épargnent le plus en proportion de leur revenu disponible, avec des taux d'épargne respectifs de 20,0 % et 24,6 % au deuxième trimestre 2024. En comparaison, ce chiffre s'élevait à 17,6 % en France, en progression d'un point de pourcentage sur un an, et à environ 13 % en Espagne et en Italie (+1,5 et +2,7 points respectivement depuis 2023).

De Tristan Gaudiaut pour Statista

À qui appartiennent les radios françaises ?



À qui appartiennent les radios françaises?

Principaux groupes et groupement radiophoniques en France, selon la part d'audience en 2023 (en %)





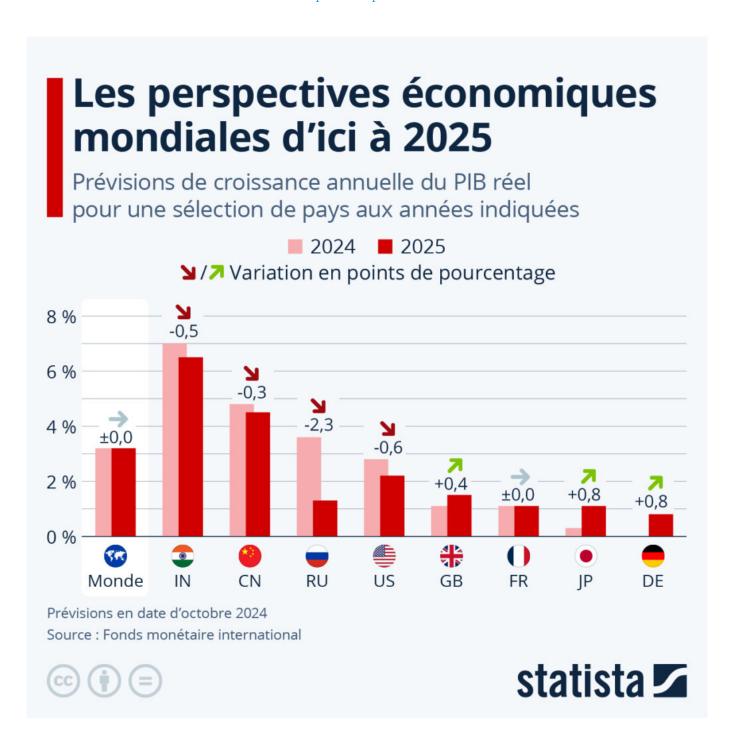


Premier groupe radiophonique en France avec près de 30 % de part d'audience en 2023, Radio France exploite, entre autres, les stations France Inter, France Bleu, France Info, France Culture et Mouv'. Cela place le groupe gérant les stations de radio publiques loin devant les groupes M6 (RTL, RTL 2, Fun Radio) et NRJ (NRJ, Chérie FM, Nostalgie), qui cumulent respectivement autour de 18 % et 15 % de parts d'audience. En quatrième position des groupes radiophoniques français, on trouve Les Indés Radios (11 %), un groupement d'intérêt économique réunissant 129 radios thématiques indépendantes, dont chacune a une aire de diffusion locale ou régionale. Le groupe Lagardère News (Europe 1, Europe 2, RFM) complète le top 5 avec environ 7 % de part d'audience, suivi de RMC (environ 6 %), propriété de l'armateur français CMA CGM, via sa filiale CMA Audiovisual.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Économie mondiale : quelles perspectives d'ici à 2025 ?





Dans ses dernières prévisions publiées en octobre, le Fonds monétaire international (FMI) s'attend à ce que la croissance économique mondiale reste stable, bien qu'insuffisante à court et à moyen terme selon elle. L'institution financière prévoit une croissance du PIB mondial d'environ 3 % par an en 2024 et en 2025. Si la croissance reste constante à l'échelle mondiale, les dynamiques sous-jacentes révèlent d'importants changements à la fois sectoriels et régionaux. Le FMI a également mis l'accent sur



l'incertitude élevée, les tensions géopolitiques, la volatilité des marchés financiers et les élections à venir, qui affectent la stabilité économique.

En ce qui concerne les plus grandes économies de la planète, le FMI a revu à la baisse sa prévision de croissance pour la Chine en 2024, la ramenant à 4,8 % (contre 5 % en juillet), en avertissant que le ralentissement du secteur immobilier risquait de s'aggraver dans le pays. L'organisation internationale table sur une croissance chinoise à 4,5 % l'an prochain. Pour son rival régional, l'Inde, elle a en revanche maintenu ses prévisions inchangées à 7 % de croissance cette année et à 6,5 % en 2025.

Pour l'économie américaine, le FMI a relevé de 2,6 % à 2,8 % sa prévision de croissance en 2024, principalement en raison d'une consommation plus importante que prévu. En 2025, l'institution table sur une croissance du PIB des États-Unis à 2,2 % (contre 1,9 % en juillet).

En Europe, l'Allemagne devrait enregistrer une croissance nulle en 2024, après avoir connu une légère récession en 2023. L'an prochain, Berlin devrait renouer avec une croissance limitée à 0,8 % d'après le FMI. À l'inverse, l'économie française reste stable, avec une croissance attendue à 1,1 % en 2024 et en 2025 (comme en 2023). Pour le Royaume-Uni, l'organisation est désormais plus optimiste qu'en juillet, puisqu'elle prévoit une hausse du PIB de 1,1 % en 2024 (contre 0,7 % auparavant). En 2025, il est attendu que le PIB britannique augmente de 1,5 %. Enfin, en Russie, le FMI s'attend à ce que l'économie progresse de 3,6 % en 2024 (contre 3,2 % en juillet). Mais l'institution a cependant réduit sa prévision de croissance pour l'an prochain de 1,5 % à 1,3 %, compte tenu des signes d'aggravation des problèmes économiques du pays.

De Tristan Gaudiaut pour Statista